

Compte-rendu du colloque international « Pensée démocratique et conceptions socio-économiques pendant l'entre-deux-guerres : importance et conséquences d'un débat sociétal majeur en Allemagne, en France, en Angleterre et en Europe centrale ». 12-14 avril 2021, Université de Lorraine (webinaire).

Par Annette LENSING (ERLIS/Université de Caen Normandie), Reiner MARCOWITZ (CEGIL/Université de Lorraine)

« L'économie, c'est le destin », souligna Walther Rathenau, ministre allemand de la reconstruction après la Première Guerre mondiale, puis ministre des affaires étrangères jusqu'à son assassinat en 1922, dans un discours qu'il prononça en 1921¹. Ce constat ne s'appliquait pas uniquement à la jeune République de Weimar, mais soulignait à juste titre l'importance centrale que les questions économiques au sens large eurent pendant l'entre-deux-guerres pour l'ensemble des États européens et même au-delà. Tout d'abord, il s'agissait de résoudre les problèmes économiques qui résultaient de la Première Guerre mondiale : la liquidation des dommages de guerre, la conversion d'une économie de guerre en une économie de paix, y compris la réintégration de millions d'anciens soldats, et, enfin, la question des réparations et de leurs conséquences monétaires tant pour les vainqueurs que pour les vaincus. De surcroît, la question de la structure sociale du système économique et d'une répartition plus équitable des richesses se posa, plus particulièrement lorsqu'une phase de stabilité économique relative s'installa au milieu des années 1920. Enfin, à partir de la fin de l'année 1929, tous les pays industrialisés furent confrontés à la question de la stratégie à adopter pour gérer la nouvelle crise économique mondiale.

Il n'est donc pas surprenant que cette évolution ait déclenché une série de controverses dans la recherche : celles-ci portaient tant sur les opportunités révolutionnaires manquées dans l'immédiat après-guerre que sur les stratégies de lutte contre la crise économique mondiale à la fin des années vingt ou encore sur les coûts économiques de l'État-providence et de ses éventuelles exigences excessives. Dans le même temps, on peut constater avec Jens Hacke qu'il reste encore des lacunes : « [I]l faut parfois s'étonner du peu d'attention que la théorie politique et l'histoire des idées ont jusqu'à présent accordé aux aspects socio-économiques et au domaine des questions d'ordre économique »². De surcroît, pendant toute cette phase, s'est posée la question du rôle de l'État dans le processus économique ; c'est précisément pour cette raison que les décisions de politique économique et sociale de l'entre-deux-guerres ont également impacté le succès du projet démocratique, tant dans les démocraties établies que, plus particulièrement, dans les jeunes démocraties, souvent instables, qui ont émergé de la tourmente de la Grande guerre.

¹ Rede auf der Tagung des Reichsverbandes der deutschen Industrie in München, 28. September 1921, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k65677n/f249.item> (consulté le 12/05/2021).

² Jens Hacke : *Existenzkrise der Demokratie. Zur politischen Theorie des Liberalismus in der Zwischenkriegszeit*, Berlin, Suhrkamp Verlag, 2018, p. 294)

Ce double constat a incité les porteurs du PFR « Quelle(s) démocratie(s). Réflexions sur la crise, la modernisation et les limites de la démocratie en Allemagne, en France, en Angleterre et en Europe centrale entre 1919 et 1939 » (rattachés aux universités de Lorraine, de Reims Champagne-Ardennes, de Strasbourg, de Caen et d'Augsbourg ainsi qu'à l'Institut historique allemand Paris) à consacrer un colloque au sujet suivant : « Pensée démocratique et conceptions socio-économiques pendant l'entre-deux-guerres : importance et conséquences d'un débat sociétal majeur en Allemagne, en France, en Angleterre et en Europe centrale ». Initialement programmé en présentiel à l'université de Lorraine, site de Metz, le colloque s'est finalement tenu sous la forme d'un webinaire, du 12 au 14 avril 2021. Une vingtaine de collègues – des jeunes chercheurs et des collègues confirmés – venus de France, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de Roumanie – et issus de différentes disciplines (civilisation allemande, histoire, droit, économie, sciences culturelles, sciences politiques) y ont participé.

Au cours de trois demi-journées, le colloque a abordé les questionnements suivants : quel a été l'impact du discours économique et en particulier du discours de protection sociale sur les rapports entre population(s) et démocratie(s) ? Comment s'articulaient, dès le mouvement des conseils au tournant des années vingt, puis face à la crise économique mondiale du début des années 1930, les critiques adressées à la démocratie et celles adressées à la théorie économique du libéralisme ? De quelle manière des pensées et des pratiques libérales d'un point de vue économique pouvaient-elles enfin s'associer à une théorie et à une pratique autoritaire en matière politique ? Quels étaient les liens entre démocratie sociale et État autoritaire ? C'était donc tant la dimension pragmatique – l'analyse des politiques socio-économiques mises en œuvre pendant l'entre-deux-guerres et de leurs conséquences dans les différents pays européens – que le niveau théorique – l'étude des différentes théories politiques et économiques, y compris de leur contexte idéologique et de leur réception – qui ont été au centre des interventions du colloque et qui ont fait son originalité. Dans cette perspective, les contributions portant sur le traitement de ces débats dans les médias au sens large (en particulier le cinéma, la presse écrite et la littérature) et les représentations médiatiques de la vie sociale de l'époque ont eu toute leur place lors de ces journées.

Obéissant à une approche comparatiste, comme le PFR dans son ensemble, ce colloque avait pour objectif d'évaluer les rapports qui existaient entre l'évolution socio-économique et la réflexion sur la démocratie dans les sociétés respectives et de s'interroger sur les convergences et les divergences entre les différents cas étudiés. Les différents exposés et les vifs débats qui les ont suivis étaient repartis en cinq sections : Penser les contours socio-économique (Samuel FERREY/MSHL de l'UL, Sebastian HANSEN/Université de Duesseldorf, Dirk LUYTEN/Archives de l'Etat Belgique-Cege Soma Bruxelles, Renée WAGENER/Université du Luxembourg) ; La démocratie sociale comme objet de débats dans les milieux intellectuels et médiatiques (Sebastian LIEBOLD/Université de Chemnitz, Maria ADORNO/Université de Cologne, Iulia PETRIN/Université « Alexandru Ioan Cuza ») ; L'économie au prisme des concepts et des pratiques (Julia-Anne DEMEL/Académie de Dijon, Christian ROQUES/Université de Reims Champagne-Ardennes) ; La pensée juridique et son contexte socio-économique (Péter TECHET/Université de Fribourg/Brigau, Leonard WOLCKENHAAR/Humboldt-Universität Berlin) ; Le système socio-économique : entre critique et opposition (Michel GRUNEWALD/Université de Lorraine, Bernd ZIELINSKI/Université Paris Nanterre). Ils ont montré que l'entre-deux-guerres a été une époque très productive aussi en termes de pensée économique : d'une part, parce que la Première Guerre mondiale avait remis en question les convictions libérales traditionnelles jusqu'alors dominantes, celles d'un capitalisme du « laisser-faire » et, d'autre part, parce que même les nouveaux concepts très différents d'inspiration conservatrice, libérale, socialiste

ou sociale-démocrate de l'après-guerre étaient remis en question dès à la fin des années 1920, quand la Grande Dépression changea, une nouvelle fois, la donne.

Les interventions du colloque ont permis d'analyser cette évolution de plus près : au sortir de la Première Guerre mondiale la question de la « démocratie économique », c'est-à-dire de l'organisation démocratique de l'économie, est devenue l'un des enjeux centraux auxquels étaient confrontés tous les acteurs de la démocratie. Malgré des différences significatives entre les divers pays européens, le concept de « démocratie sociale », et plus précisément d'un « capitalisme démocratique », s'imposa au milieu des années 1920 à travers l'Europe comme un terme regroupant de nombreux traits de ce que nous entendons aujourd'hui par l'« État providence démocratique » ; celui-ci attribua à l'État le double rôle de garant de la stabilité économique et de médiateur, voire d'arbitre dans d'éventuels conflits entre les partenaires sociaux. Pendant un certain temps, ce nouvel ordre socio-économique a permis d'établir un meilleur équilibre entre les intérêts des employeurs et ceux des employés et a ainsi légitimé les démocraties parlementaires nouvelles et anciennes aux yeux d'une grande partie de leur population. Le juriste, historien et politicien britannique contemporain, James Bryce, avait déjà évoqué cet effet dans son ouvrage de référence « *Modern Democracies* », publié en 1921 ; il avait en même temps anticipé, au moins indirectement, les risques potentiels qu'il y avait pour l'acceptation des démocraties : « It [the democracy] is now valued not for what it is, but for what it may be used to win for the masses »³. Le nouvel ordre social et économique a, en effet, très vite nourri de nouvelles déceptions surtout parmi ceux qui souhaitaient une véritable socialisation de l'industrie, et généré des conflits supplémentaires – en particulier avec les entrepreneurs, qui, pour leur part, se sont vite lassés des nouvelles obligations.

Avec le début de la Grande Dépression à la fin des années 1920, ce modèle de compromis entra définitivement en crise : compte tenu de l'incertitude économique et politique, l'impression que les symptômes évidents de la crise ne révélaient pas les erreurs ponctuelles de la classe politique dirigeante, mais qu'ils étaient la preuve d'un déficit structurel de la démocratie libérale s'est répandue bien au-delà du camp radical. Par conséquent, même au sein du camp démocratique, l'appel à des réformes radicales des processus de décision politique se faisait désormais entendre, tandis que les opposants radicaux, de la gauche à la droite, voyaient enfin l'opportunité de mettre un terme au « système » démocratique qu'ils rejetaient. Par conséquent, cette crise profonde du capitalisme a aussi produit une multitude de nouvelles considérations économiques à la fois d'origine démocratique et anti-démocratique. Même si de nombreux pays ont été touchés par cette double crise, ce fut plus particulièrement le cas de l'Allemagne, où la crise économique s'est transformée en une crise de l'État, voire en une crise létale de la démocratie parlementaire, car c'était ici que la « tentation totalitaire » (Detlev Peukert) s'est manifestée le plus fortement.

Par sa double focalisation sur l'évolution socio-économique et politique de plusieurs pays européens le colloque « Pensée démocratique et conceptions socio-économiques pendant l'entre-deux-guerres : importance et conséquences d'un débat sociétal majeur en Allemagne, en France, en Angleterre et en Europe centrale » a, d'une part, contribué à une meilleure prise en compte de l'histoire des idées et des enjeux économiques pendant l'entre-deux-guerres et a, d'autre part, démontré leur importance pour le discours démocratique à cette époque cruciale de l'histoire européenne et mondiale.

Toutes les contributions du colloque y compris les débats ont été enregistrés et sont à consulter sur le site du CEGIL : <http://cegil.univ-lorraine.fr/content/journees-detudes-colloques>. Sur la

³ Cité d'après Jens Hacke : « Krise des politischen Liberalismus in der Zwischenkriegszeit. Theoriegeschichtliche Sondierungen », in : Steffen Kailitz (dir.) : *Nach dem « Großen Krieg*, Göttingen : Vandehoek & Ruprecht, 2017, p. 69-88 (p. 70).

même page figurent également d'autres informations relatives au PFR et à ses actions. De surcroît, certaines des contributions du colloque seront publiées l'année prochaine sous forme d'un dossier thématique dans la « Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande ».